

Bosch. La CFE-CGC rappelle ses engagements à Emmanuel Macron **Par Cécile Coucoureux**



Jacques Douziech, président de l'UD CFE-CGC et Pascal Raffanel, délégué syndical CFE-CGC Bosch. ©ADN12

Les annonces du Président Macron du 26 mai dernier ont décidément provoqué une vague d'inquiétude à la Bosch. Après la CGT, c'est au tour du syndicat CFE-CGC de s'exprimer, s'insurgeant contre le parti pris présidentiel en faveur des véhicules hybrides et électriques... « Une hérésie » d'après Pascal Raffanel, délégué syndical CFE-CGC Bosch.

Moteurs hybrides et électriques, un mauvais pari à court terme ?

Emmanuel Macron semble donc avoir fait son choix entre les moteurs thermiques et l'électrique en poussant, dans son plan de relance du secteur automobile, les Français à préférer ces « véhicules propres ».

Pour Jacques Douziech, Président de l'Union Départementale de la CFE-CGC, c'est un choix malheureux car « les mines, l'extraction des matières premières, et la fabrication des batteries sont entre les mains de la Chine ». Il estime qu'encourager l'achat de véhicules électriques est « à coup sûr devenir dépendant de pays étrangers comme pour le matériel sanitaire ». Une thématique plutôt sensible après la pénurie de masques, mais aussi la prise de conscience de beaucoup de Français qui souhaiteraient revenir à une économie locale.

« On n'est pas contre l'évolution ou l'écologie, mais il ne faut pas de parti pris de la part du Président, il n'a pas à prôner les véhicules électriques. Sur le court terme, on fait une erreur et on se livre pieds et poings liés à une nation qui a le monopole »

Pascal Raffanel

Le syndicat n'oublie pas non plus le casse-tête du retraitement des batteries au lithium, « dont on ne sait pas quoi faire » regrette Pascal Raffanel. « Ce n'est pas pour défendre le diesel à tout prix » poursuit ce dernier, qui pense que les vieux moteurs diesel inadaptés, par exemple sans filtres à particules, devraient être supprimés au profit de moteurs modernes plus vertueux. Pour la CFE-CGC, perdre le monopole de la construction de moteurs en France au profit de la Chine signerait la perte d'un véritable savoir-faire français.

« Le moteur est un produit d'excellence française »

Pascal Raffanel rappelle également que d'autres facteurs sont aussi responsables de la pollution émise par un véhicule, thermique comme électrique : « 95% des particules fines sont émises par abrasion des freins ou des pneus sur la route, pas du moteur ». Les deux responsables syndicaux insistent sur le rôle de l'État qui, d'après eux, devrait imposer des normes NOx (oxyde d'azote) et CO2 encore plus drastiques.

Rappeler ses engagements au Président

Ces annonces sont vues comme une double trahison puisque lors de sa visite à l'usine Bosch le 3 octobre dernier, Emmanuel Macron s'était engagé sur l'attribution de la vignette Crit'Air 1 pour les véhicules diesels modernes qui respectent la norme EURO 6.

C'est pourquoi la CFE-CGC a fait imprimer en grand nombre des cartes postales rappelant les engagements du Président. Le syndicat appelle tous les Aveyronnais à passer aux locaux situés au 4 boulevard Denys Puech à Rodez pour retirer sa carte et l'envoyer signée à l'Elysée. Petit plus : pas besoin de timbre ! Tous les citoyens pouvant en théorie écrire au Président de la République, l'affranchissement pour les lettres allant à l'Elysée est gratuit jusqu'à 20 grammes.



Une carte à signer et à envoyer à l'Elysée pour rappeler au Président ses engagements. ©ADN12